

Reçu à la préfecture de Gironde le	Mis en ligne le
12/11/2025 n°033-213302813-20251 112-25MERAJPT00374- AR	12/11/2025

Le Maire de la Ville de Mérignac

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données),

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 (notamment son article 1er),

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

#### **ARRETE :**

##### **Article 1 :**

Abroge et remplace l'arrêté municipal n°25MERAJPT00285 du 05 septembre 2025.

##### **Article 2 :**

Est nommée en qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2026 :

**Valérie FAUCHE**

Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

##### **Article 3 :**

Le coordonnateur communal est assisté dans ses fonctions par les agents municipaux suivants :

**Thierry MARCHESSEAU** en tant que coordonnateur adjoint

**Marilyne TOURINEL** en tant que coordonnatrice adjointe

Ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des données sont identiques à celles définies à l'article 1 pour le coordonnateur en titre.

##### **Article 4 :**

Est nommée en qualité de correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2026 :

**Emilie BRANGER**

Ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des données sont identiques à celles définies à l'article 1 pour le coordonnateur.

##### **Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le tribunal administratif

peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et dont ampliation sera transmise au contrôle de légalité.

Fait à MERIGNAC, le 07 novembre 2025

**Thierry TRIJOULET**  
**Maire de Mérignac**